

Résumé d'évaluation

Gestion durable et conservation du milieu marin dans la zone du sud-ouest de l'océan Indien : appuis aux innovations locales et aux partenariats

Pays : Comores, Maurice et Madagascar

Domaine : Eaux internationales

Évaluateur : Vertigo Lab- Biodiversité Conseil- Gilles Moynot (expert indépendant)

Date de l'évaluation : Février 2019

Données clés de l'appui FFEM

Nom du projet : GDZCOI

Numéro de projet : CZZ 1753

Montant du financement FFEM : 1 200 000 EUR

Date d'octroi du projet : 27/03/2013

Durée : 4 ans (2014 – 2018)

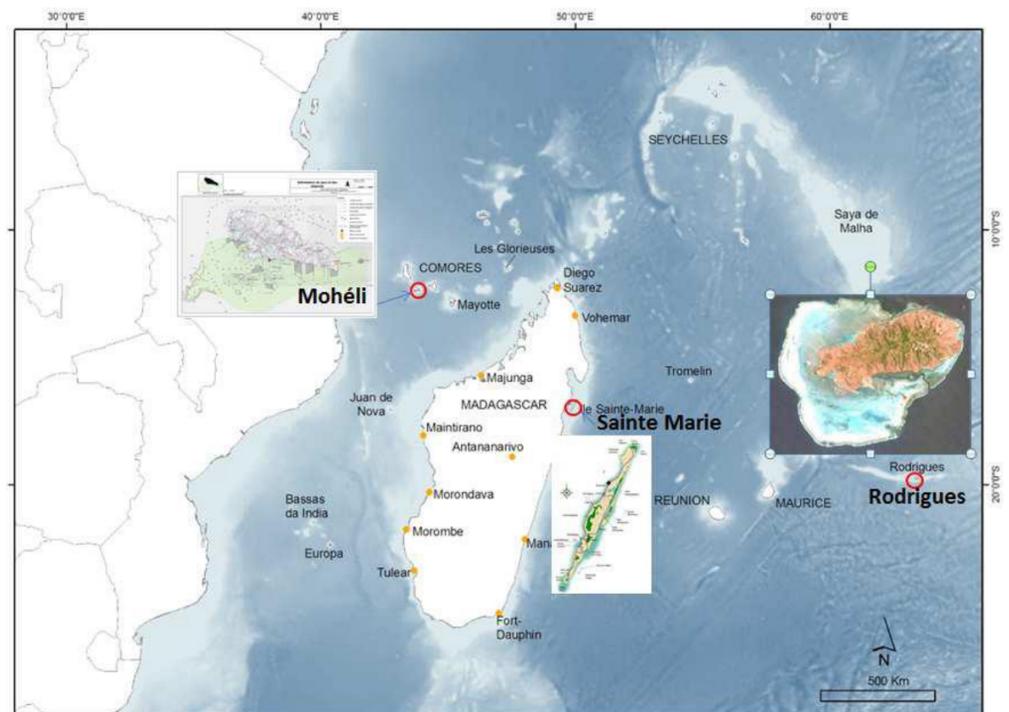
Contexte

Les écosystèmes marins et côtiers sont essentiels : protection des côtes, filtre des pollutions, tourisme et sécurité alimentaire pour les communautés côtières du sud-ouest de l'océan Indien pauvres et fortement dépendantes des pêcheries pour leur survie. Les nombreuses agressions sur les milieux marins et côtiers de la région résultent non seulement des activités directes sur les écosystèmes mais aussi des activités sur les bassins versants. Plus au large la pression s'accroît avec le développement à grande échelle de l'exploitation du pétrole et du gaz. Les menaces relevant de l'effet de serre et des changements climatiques globaux sont également très préoccupantes, comme l'attestent les nombreux épisodes de blanchissement corallien intenses qu'a connus la région.

Intervenants et mode opératoire

La maîtrise d'ouvrage a été assurée par le Secrétariat de la Commission de l'océan Indien. La maîtrise d'œuvre a été assurée par une unité de coordination du projet restreinte basée à la COI et une maîtrise d'œuvre déléguée, organe de facilitation et de coordination locale de la concertation et d'appui à la mise en œuvre des actions, a été mise en place sur les 3 sites pilotes où les actions ont été réalisées par les opérateurs locaux :

- Mohéli : Parc Marin
- Rodrigues : SHOALS (ONG locale)
- Sainte Marie : GRET (ONG internationale de droit français)



Objectifs

Consolider, capitaliser et diffuser les démarches validées par l'expérience de terrain, dans les domaines de la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) et de la protection de la biodiversité marine et côtière, en s'appuyant sur des partenariats actifs d'acteurs locaux et régionaux.

Objectifs spécifiques:

- Capitaliser et diffuser les expériences et les outils de la GIZC, à l'échelle régionale.
- Développer des bonnes pratiques de GIZC en matière de gouvernance, gestion des ressources et des bassins versants, développement économique et valorisation, sur trois sites pilotes d'application : Sainte-Marie (Madagascar), Rodrigues (Maurice) et Mohéli (Comores)..

Appréciation de la performance

Pertinence

GDZCOI fait suite à deux projets, l'un portant sur la mise en œuvre du protocole GIZC de la Convention de Nairobi et l'autre, sur la formalisation d'un réseau d'Aires Marines Protégées dans l'océan indien. Leur évaluation a mis en évidence une sous-estimation des besoins en renforcement de capacités sur les comités GIZC et avait insisté sur la faible prise en compte des contextes spécifiques aux pays, enjeux auxquels répond le projet. Il avait pour objectifs sous-jacents de promouvoir le renforcement des capacités, d'appuyer une gouvernance adaptée et de renforcer les structures locales de GIZC. De plus, il a été porté par la COI, principal acteur de la protection de l'environnement dans la région et qui regroupe l'ensemble des Etats du Sud-Ouest de l'Océan indien.

Cohérence

La cohérence du projet a été jugée satisfaisante du fait de :

- La coordination avec les initiatives GIZC existantes,
- Une complémentarité avec les autres projets de la COI,
- Des partenariats opérationnels engagés mais qui restent limités,
- Une concentration du processus sur le contexte et les enjeux locaux malgré la difficulté d'avoir des politiques nationales GIZC alignées entre les pays.

Efficacité

La performance du projet a été globalement satisfaisante. Il a en effet permis :

- L'identification de 75 bonnes pratiques déjà développées dans la région et la création d'une plateforme en ligne de bonnes pratiques
- Le renforcement de capacités des porteurs de projets mais aussi des organismes en charge de la gestion des zones côtières à travers des échanges qui ont fait l'unanimité
- La réussite de plateformes de concertation et de plans d'actions développés et validés sur les 3 sites pilotes.

Efficiences

L'efficiences du projet a été jugée bonne malgré sa faible part de cofinancement de la part d'autres bailleurs appuyant déjà des projets de la COI.

Impact

L'impact sur les populations des sites pilotes a été jugé réel, bien qu'encore limité. Son étendue dépend du maintien des activités à plus long terme. A l'échelle du projet, les impacts les plus importants ont été :

- Des échanges régionaux qui ont touché une large population (plus de 250 personnes entre experts et demandeurs)
- 200 bénéficiaires directs sur l'ensemble des projets pilotes, c'est-à-dire 27 moyennes subventions et 12 microprojets.
- La mise en place de la plateforme de concertation PCADDISM, un outil participatif avec un impact très significatif.

Viabilité/durabilité

La pérennité des trois sites pilotes varie de l'un à l'autre. Le cas le plus intéressant est celui de Sainte Marie où le processus s'est fait de manière inclusive et consultative à toutes les étapes. Il en a résulté une appropriation du projet par la plateforme de concertation au-delà des attentes initiales. La plateforme étant portée par la commune et incluant les populations, elle a permis aussi de s'adapter au contexte local et de sortir du cadre proposé par le projet tout en respectant les objectifs de ce dernier. La mise en œuvre d'un Dina (règlement traditionnel) à l'échelle de Sainte Marie est une activité qui a porté la population et accru l'assise de la plateforme comme acteur central du développement de l'île.

Valeur ajoutée de l'appui FFEM

Le principal aspect de la valeur ajoutée du FFEM a été sa souplesse d'exécution, le projet ayant fait preuve d'une grande capacité d'adaptation au cours de son déroulement, notamment sur le plan budgétaire, lui permettant d'atteindre des résultats concrets.

Recommandations & enseignements

L'évaluation du projet GDZCOI est globalement positive. La majorité des objectifs du cadre logique ont été atteints. La logique d'intervention du projet est particulièrement intéressante dans la mesure où plusieurs activités du cadre logique se renforcent mutuellement. La portée géographique autant que la thématique affichée révèle l'ambition très importante du projet par rapport aux moyens disponibles. Ceci est d'autant plus patent que les cofinancements prévus n'ont pas été mobilisés à la hauteur des ambitions du projet. De ce fait, les résultats sont très satisfaisants mais la pérennité des acquis reste fragile.

Les recommandations ont été :

- Identifier une assistance technique ayant une réelle autonomie financière et dont la stratégie d'intervention est alignée avec celle du projet.
- Identifier une assistance technique ayant une approche multisectorielle y compris sur les enjeux sociaux. Sans organisation répondant à ces critères, prévoir un appui externe par des structures à l'expertise avérée.
- Intervenir en deux temps auprès des porteurs de projets potentiels n'ayant pas une capacité de gestion suffisamment développée : prévoir un renforcement de capacité préalable à l'appui financier.
- Sans un gage de la pérennité des outils mis en place, limiter les nouveaux sites web et autres bases de données et favoriser les outils et médias existants ayant prouvé leur utilité et dont la viabilité est assurée hors projet.
- Inclure dès la conception du projet une ligne de crédit allouée pour la mise en œuvre d'une véritable stratégie de sortie. Action à mettre en œuvre dès la première année et tout au long du projet.
- Financer les projets en deux temps : 1ère étape, mettre en place puis évaluer les petits projets pilotes (ici sur fonds FFEM) ; 2ème étape répliquer, démultiplier les initiatives réussies